

DISCOURS
DE
ROCCO BUTTIGLIONE

Vice-président de la Chambre des Députés d'Italie,
Président de l'Union des démocrates chrétiens et du Centre.
Professeur de sciences politiques à l'Université Saint-Pie V à Rome.
Membre fondateur de l'Académie Pontificale des Sciences Sociales

Monsieur le Premier Ministre,

Eminences et Excellences,

Cher ami et co-académicien professeur Michel Schooyans,

Mesdames et Messieurs,

Je souhaite tout d'abord vous remercier pour l'honneur que vous m'avez accordé en m'invitant à présenter l'encyclique de Benoît XVI *Caritas in Veritate* dans votre pays. La Belgique a été l'un des pays où le mouvement catholique s'est le plus fortement engagé pour remédier aux souffrances humaines causées par l'industrialisation et pour bâtir de nouvelles formes de vie plus dignes de l'homme. L'encyclique *Rerum Novarum* également, par laquelle habituellement l'on commence l'histoire de la doctrine sociale chrétienne, naît en large mesure des sollicitations provenant, à l'époque, des expériences de vive solidarité menées dans votre pays et de la réflexion sur ces expériences.

L'encyclique dont nous nous occupons a pour titre : *Caritas in Veritate*, l'Amour dans la Vérité. Arrêtons-nous un instant pour réfléchir sur ce titre qui anticipe, en quelque sorte, le contenu tout entier de l'encyclique. Il s'agit là de l'essence de l'amour. Qu'est-ce que l'amour ? Combien de choses différentes sont passées et passent chaque jour sous le titre d'« amour ». Sigmund Freud nous a enseigné que tous les sentiments humains sont ambigus, même les plus purs ; et Oscar Wilde, dans la Ballade de la Geôle de Reading, a écrit que « chacun tue ce qu'il aime ». L'amour de l'assassin est-ce de l'amour ? Est-ce l'amour de l'autre qui est assassiné ou est-ce l'amour de soi-même et de l'image que l'on s'était bâtie de l'autre, à tel point de ne pas supporter l'échec de l'illusion que l'on s'était faite de lui ? Il y a l'amour vrai et le faux amour, et il n'y a pas d'amour vrai sans vérité. L'amour vrai connaît la vérité de l'autre, la véritable vocation de l'autre et engage sa propre vie afin que cette vocation se réalise. Ce n'est pas de l'amour que d'être complice des illusions que l'autre se fait sur soi, ce n'est pas de l'amour que de feindre de croire à une image de l'autre qui ne correspond pas à la vérité. La mentalité dominante de notre époque requiert souvent un amour sans vérité, un acquiescement utile à éviter les conflits. Mais un père à qui un fils demande : « donne-moi de l'argent pour acheter de la drogue » peut-il répondre simplement : « voici l'argent, va te droguer » ? L'amour vrai ne serait-il pas plutôt celui du père qui refuse de collaborer à l'autodestruction de son fils et qui essaie, en revanche, de le pousser à se soigner et à vivre ? Il n'y a pas d'amour vrai sans une capacité de dire non. L'amour vrai dit oui quand c'est oui et non quand c'est non.

Dans l'introduction, Benoît XVI nous avertit que sa leçon sera une leçon sur l'amour vrai dans le cadre des relations sociales et économiques, sur l'amour vrai dans l'histoire contemporaine qui se déroule aujourd'hui sous nos yeux, sur l'amour pour le bien commun des nations et de l'humanité tout entière. J'ai dit que l'histoire contemporaine se déroule sous nos yeux. Il conviendra d'ajouter que cette histoire qui se déroule sous nos yeux est en même temps l'ouvrage de nos mains. Nous ne sommes pas simplement des

spectateurs mais des acteurs de cette histoire et responsables du bien et du mal qui s'y accomplit. Trop souvent nous pensons que les maux du monde sont toujours et seulement la responsabilité d'autrui. Par contre, nous sommes nous aussi responsables par nos actions et par nos omissions, par ce que nous faisons et par ce que nous nous refusons de faire. Nous sommes l'histoire. Et alors il n'y a pas de salut isolé pour chacun d'entre nous qui ne soit pas aussi un salut pour les autres, qui ne contienne en soi également l'effort de bâtir le salut et le bien des autres.

Le premier chapitre de l'encyclique est consacré au message de la *Populorum Progressio* de Paul VI. Essayons d'évoquer à nouveau le climat d'espoir et d'attente dans le cadre duquel Paul VI écrit la *Populorum Progressio*. Ce sont les années au cours desquelles l'homme devient conscient pour la première fois du développement extraordinaire de la science et de la technologie modernes. En même temps se développe également la conscience de la situation d'abrutissement et de désespoir dans laquelle vit la plupart de l'humanité, condamnée au sous-développement, à la faim, aux maladies, à une mort précoce. Il est certes vrai que de vastes continents avaient toujours vécu dans ces conditions et l'Europe aussi ne s'en était affranchie que depuis peu. Auparavant, cependant, ces conditions étaient perçues comme une nécessité inéluctable à laquelle il fallait se résigner. Maintenant, en revanche, nous disposons des moyens techniques pour nourrir tous les affamés de la terre. Nous pourrions le faire et cependant nous ne le faisons pas. C'est là que surgit une responsabilité morale. La question sociale est devenue mondiale. Ceux qui croient au pouvoir de la technique s'attendaient (et s'attendent) à ce que la technique résout tous les problèmes et avaient tendance à traiter également le problème du développement comme un problème éminemment technique.

Quelqu'un a appelé le XXe siècle le siècle de la technique : d'aucuns en ont fait une divinité, d'autres une sorte de monstre qui détruit et consume toutes les valeurs. Le jugement de l'Église a toujours été différent. La technique est un outil au service de l'homme. Si la technique devient dominante et consume le monde des valeurs, c'est parce que la philosophie et la théologie se sont suicidées et dans le vide qui s'est créé la technique a hérité leurs fonctions qu'elle n'est pas, par ailleurs, en mesure d'exercer. Dans cet esprit Paul VI nous dit que le problème de la faim n'est pas avant tout un problème technique mais un problème moral. La technique peut tout faire, mais elle ne sait pas ce qu'elle doit faire. C'est le cœur de l'homme qui doit le lui dire. C'est pour cela que Paul VI dit que l'Église n'a pas de solutions techniques à proposer mais qu'elle est « experte en humanité », elle parle du cœur de l'homme et au cœur de l'homme. Un cœur renouvelé utilisera différemment toutes les choses et renouvellera toutes les choses.

En 1989, il y a vingt ans, le communisme s'est écroulé, le gigantesque système idéologique qui prétendait avoir résolu par sa science de la société le problème de l'homme. Dans cette chute a été décisif le grand témoignage de foi et de culture de la nation polonaise idéalement guidée par Jean-Paul II et par l'Église Catholique. Cependant, nombreux furent ceux qui estimèrent que le communisme ne cédait pas face à la contestation désarmée des témoins de la vérité mais face à la force irréprouvable du système capitaliste. Dans les années qui ont suivi nous avons vu un développement davantage culturel que social, où la réponse à toute question semblait être : le marché, davantage de marché. La grande crise nous a tous éveillés de cet enivrement et aujourd'hui nous sommes face à l'échec également de ce modèle. Quelles sont les raisons profondes qui ont précipité la crise ? Je crois que la réponse la plus véritable est : un manque de vérité. L'économie a besoin de vérité tout comme la morale en a besoin. Nous avons par contre créé une économie virtuelle qui s'est de plus en plus éloignée de l'économie réelle.

Dans l'économie virtuelle les sous – l'argent – sont comme les lapins : ils se reproduisent vertigineusement entre eux. Des produits financiers de plus en plus sophistiqués, dont le contenu réel est de moins en moins transparent, sont échangés à des prix croissants jusqu'à ce que quelqu'un ne pose la question : « mais combien vaut réellement tel ou tel autre titre ? ». Les sous ne sont pas des lapins. Pour produire d'autres sous, c'est-à-dire des profits, ils doivent être prêtés à un entrepreneur qui les emploie pour embaucher des travailleurs, acheter des équipements et des matières premières, produire des biens et des services et réussir ensuite à vendre ces biens et ces services à un prix plus élevé que les coûts de production. La finance doit être au service de l'entreprise et de l'économie réelle. Lorsqu'elle oublie cette vérité l'économie devient comme une stella nova, elle brille vertigineusement un certain temps et puis elle s'éteint.

À présent nous essayons tous de remettre en mouvement l'économie et il semble même que, en quelque sorte, nous sommes en train d'y réussir. Il me semble toutefois que nous essayons de remettre en œuvre l'ancien modèle qui a échoué. L'encyclique nous invite à nous poser la question suivante : un autre modèle est-il possible ?

Avant de répondre à cette question précisons un malentendu possible. L'encyclique n'est pas contre le marché. Elle en fait l'éloge, en revanche, comme une forme précieuse de la liberté humaine. Au centre de l'économie de marché, en effet, il y a la rencontre de deux volontés libres qui disposent d'un bien et de leurs rapports. Le marché cependant ressemble aux instincts animaux (Milton Friedman a parlé des animal spirits du capitalisme) ; ils sont positifs en soi mais négatifs par *accidens*. En effet, ils peuvent se soustraire au contrôle de la raison et être la proie des vices, de la violence ou de la paresse. De même les énergies libérées par le marché peuvent se retourner contre l'homme et il revient à la politique de contenir ces énergies. Le marché doit être contenu (dans le double sens de limité et soutenu) par de fortes institutions éthiques, culturelles, politiques et religieuses. Toute société, en outre, vit d'échange des équivalents (marché) mais aussi d'échange gratuit. C'est une erreur que d'opposer la gratuité au marché et non seulement parce que toute société humaine a besoin des deux. L'entreprise n'est pas seulement une société de capitaux mais également une communauté de personnes qui ne peuvent pas être uniquement liées par la crainte et par l'appât du gain. Plus on crée dans l'entreprise des rapports humains authentiques et solidaires plus l'entreprise sera aussi économiquement performante et souple pour se conformer aux nécessités changeantes de la concurrence. Là s'ouvre à nouveau le discours sur la participation des travailleurs à la direction et à la responsabilité envers l'entreprise. Le nouveau modèle dont nous avons besoin n'est pas un modèle sans marché, encore moins un modèle contre le marché. Il s'agit d'un modèle qui sache intégrer le marché dans une perspective plus vaste de construction d'une communauté humaine.

Revenons à la question que nous avons provisoirement mise de côté. Un modèle différent de celui qui a si dramatiquement débouché sur une crise est-il possible ? Dans l'ancien modèle l'élément moteur du développement était la surconsommation des pays riches (surtout les U.S.A.) financée par les pays pauvres qui prêtaient aux riches l'argent pour continuer à consommer au-delà de leurs moyens. Les pays pauvres aussi, à la fin, tiraient quelques avantages du système, en produisant les marchandises que les riches auraient achetées par leur surconsommation. Le développement, cependant, était déformé et inégal et il engendrait de nouvelles inégalités. Nous sommes habitués, par exemple, à parler avec admiration du développement de la Chine, mais probablement il existe deux Chines, un pays de quelques centaines de millions d'habitants qui s'est beaucoup rapproché des niveaux occidentaux de production et de consommation et une autre Chine, avec peut-être un milliard d'habitants, qui est restée totalement exclue de ce développement. Est-il possible que le nouveau développement ait comme élément moteur

l'investissement dans les pays pauvres pour améliorer leurs conditions de vie et libérer leurs potentialités ? Les pauvres devraient être encouragés à investir leurs réserves dans leur propre développement et les grands flux de capital international devraient être canalisés dans le même but.

Les pays développés en bénéficieraient-ils également ? Bien sûr, les pauvres achèteraient aux riches les biens et les services pour mieux vivre.

Un tel projet nécessite d'un différent système de la finance globale qui comprend, comme nous l'avons déjà vu, deux points : ramener la finance au service de l'économie réelle, orienter les grands flux financiers prioritairement vers le développement des pays pauvres. Une coordination de l'économie mondiale est nécessaire. L'encyclique ne fait pas confiance en un super-État mondial mais elle semble convaincue du fait que nous avons besoin de nouveaux et plus compréhensifs organes de gouvernance globale ainsi que d'une amélioration du fonctionnement des organes existants. La mondialisation a libéré des énergies extraordinaires pour le développement économique mais elle a affaibli la capacité de les contrôler et de les orienter. Les capitaux se déplacent librement en abandonnant parfois les pays dans lesquels ils sont soumis à des règles plus contraignantes pour la protection des travailleurs, de l'environnement ou en général du public. Nous avons besoin de rendre mondiaux également les systèmes de gouvernement de la finance, de défense du travail, de protection du droit à la santé, de protection de l'environnement, etc.

Sortir de la crise de manière différente cela est possible, mais pour ce faire nous avons besoin d'hommes nouveaux, renouvelés dans l'esprit et renouvelés par l'Esprit. Les problèmes qui se posent face à nous ne sont pas techniques mais ils sont avant tout éthiques. Ce sont des problèmes politiques. C'est en effet la politique qui négocie entre l'éthique et la technique. C'est la politique qui définit les règles du marché (qui n'est pas une absence de règles, rappelons-le, mais une règle). En politique également nous avons besoin d'hommes nouveaux, renouvelés par l'Esprit, et non pas de personnalités individuelles mais d'une prise en charge collective de responsabilités de la part de nos peuples.

Nous devons redécouvrir le goût d'un amour vrai. Et qui donc, dans la vie, pourrait se contenter d'un faux amour ?

oOo